

LA FIN DE L'EMBELLIE

Rouge n°1930, 5 juillet 2001

Le retournement de conjoncture est aujourd'hui confirmé. Il suffit de suivre l'évolution des prévisions de croissance de Bercy pour 2001 : du 3,3 % initial, on en est arrivé par révisions successives à 2,7 % le 6 juin dernier. Le 27 juin, Fabius reconnaît que l'activité sera « un peu inférieure à 2,5 % ». Dès le lendemain, l'INSEE donne le coup de grâce à 2,3 %. Cet ajustement virtuel (il s'agit après tout de prévisions) en dit long sur les illusions déçues.



Le délire de la nouvelle économie a subi plusieurs douches froides. L'effondrement de la haute technologie et l'encéphalogramme plat du Cac40 en 2000 sont venus siffler la fin de la récréation chez les *start up*. Comme si la peu fêtarde loi de la valeur avait brusquement interrompu la *rave party*. Puis ce fut au tour de l'économie « réelle » d'émettre de sinistres grincements, tous les moteurs de la croissance se mettant à ralentir au même moment. La baisse de l'euro – ou plutôt la montée du dollar – avait donné un coup de fouet aux exportations européennes à partir de 1997. Cet effet est aujourd'hui compensé, et au-delà, par le

ralentissement de la demande américaine. Voilà la mondialisation à l'œuvre : je vendais au Mexique, mais le Mexique m'achète moins parce qu'il vend moins aux Etats-Unis, et ainsi de suite. Certains économistes pensaient que l'Europe serait relativement protégée du ralentissement américain et qu'elle pourrait devenir la nouvelle locomotive de l'économie mondiale. C'est plutôt raté.

Une autre illusion en prend un sérieux coup, c'est le mythe de la nouvelle phase d'expansion. On se prenait à rêver à une croissance durable de l'investissement pour permettre à l'Europe de rattraper le retard sur les Etats-Unis en matière de NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Là encore, la conjoncture clôt le débat, car cet autre moteur qu'est l'investissement a carrément calé, puisque sa progression chute de 12 % par an à 2 %. On découvre qu'il ne s'agissait que d'un cycle : après avoir remis à niveau les capacités de production, l'investissement est retombé comme un soufflé. Pire, il a suscité une progression très rapide des importations, et donc une dégradation de l'excédent commercial.

Le troisième moteur, qui commence lui aussi à avoir des ratés, c'est la consommation, privée et publique. Car tel est bien le grand secret de la reprise récente : elle n'a été aussi marquée que dans la mesure où plusieurs pays ont pris un minimum de distance avec la discipline maastrichtienne et les préceptes néolibéraux. La cagnotte budgétaire n'a pas été intégralement consacrée à la réduction du déficit, et la part des salaires dans la valeur ajoutée s'est dans l'ensemble stabilisée.

Mais ces petits arrangements ne peuvent durer. On se trouve aujourd'hui à un tournant, où toutes les contradictions du social-libéralisme vont se rappeler au bon souvenir de la gauche plurielle. La Commission européenne est prête au rendez-vous. Avec un grand sens de l'à-propos, elle sort un rapport sur les finances publiques en Europe et rappelle l'objectif : un budget proche de l'équilibre ou excédentaire. Après avoir tancé l'Irlande il y a quelques semaines, elle désigne du doigt quatre mauvais élèves, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Portugal qui « n'ont pas tiré parti d'un environnement favorable en matière de croissance pour atteindre l'objectif du Pacte de stabilité et de croissance ». Nous y voilà : tout l'appareil maastrichtien, assoupi pendant la reprise, va se réveiller et concentrer ses efforts en vue d'une rigueur budgétaire à contretemps. Fabius va s'apercevoir qu'il n'est pas possible de respecter le Pacte de stabilité, de soutenir la demande et l'emploi, et de baisser les impôts pour les riches.

Sur le plan monétaire, la Banque Centrale Européenne va en rajouter une louche. Sous prétexte de menace inflationniste, elle va elle tout faire pour serrer les boulons. Son président, Duisenberg pense « que nous ne connaissons pas de récession » mais on peut compter sur lui pour y contribuer. Un de ses collègues du Conseil des gouverneurs, Ernst Welteke a d'ailleurs mis les points sur les i : « la BCE n'est pas directement responsable de la croissance économique ».

Cette situation est d'autant plus épineuse que la courbe du chômage (bien arrangée par diverses manipulations) a cessé de baisser et va progressivement se retourner. Pendant la reprise, les restructurations ont d'ailleurs continué. Dorénavant, comme le montre l'exemple d'Alcatel, elles réagissent aux anticipations très dégradées dans des secteurs comme les télécommunications et prennent les devants. Comme rien n'encadre sérieusement leur politique de l'emploi, et surtout pas la loi de modernisation sociale, (comme on va pouvoir le tester) les réductions d'emploi vont freiner la consommation et amplifier la récession. Du côté des salaires enfin, la sortie de la période du gel lié notamment aux accords de RTT va buter sur le grand discours anti-inflationniste.

Tout ceci est assez fascinant : la conjoncture montre à quel point les lois d'un capitalisme dont on a libéré les forces les plus primitives se retournent contre ceux qui pensaient pouvoir tricher avec elles. La gauche plurielle a quelque chose de Frankenstein : elle a fabriqué une créature, le social-libéralisme, qui est en train de lui échapper et qui risque bien de la dévorer.

Michel Husson